

LE PROBLEME TUNISIEN

Réflexion sur la méthode

Le problème Tunisien ne peut être traité isolément. La Tunisie appartient simultanément à l'Occident par la présence française et la technique moderne, à l'Afrique méditerranéenne par la géographie et le climat, à l'Islam par la religion et le mode de vie, à l'Orient par l'idéologie et la psychologie ; au passé par certaines structures sociales et mentales, au présent par l'implication aux mouvements nationalistes : de quoi écarteler les musulmans éduqués à l'occidental et créer une situation qui pousse d'autant moins à la modération, que prétentions et fanatisme croissent avec les hésitations, les atermoiements les contradictions, les divisions, bref, avec la faiblesse sous toutes ses formes.

A ces facteurs d'évolution internes s'ajoutent certains facteurs externes : mouvements idéologiques dans le monde oriental comme dans le monde occidental ; stratégie globale qui, pour l'étranger, dépouille le problème de tout élément sentimental.

Que la France l'accepte ou non juridiquement, le problème Tunisien est désormais évoqué sur la scène internationale.

On ne saurait donc aborder avec réalisme le problème Tunisien, sans reconnaître d'abord ses éléments constitutifs, qui sont des faits, pour déterminer ensuite, avec le maximum de précision, les possibilités d'action.

On ne saurait rechercher efficacement des solutions, sans confesser avec courage :

1° - que l'Europe occidentale participe moins largement à la direction du monde et qu'il convient, en conséquence, de ne plus penser certains problème avec des habitudes d'esprit périmées. L'exposition coloniale de 1931 n'est plus que souvenir, et souvenir ancien. A défaut d'être les plus forts, essayons d'être les plus intelligents et les plus nuancés.

2° - que les problème d'outre-mer – malgré les susceptibilités qu'ils déterminent dans la psychologie nationale – ont généralement assez peu intéressé les Français, dont l'empire a été conquis contre l'opinion parlementaire et dans l'indifférence de l'opinion publique (cela est vrai de la Tunisie elle-même : relire la correspondance de Paul Cambon¹). Cette situation a toujours comporté une conséquence directe : seuls se sont trouvés mêlés à nos vicissitudes d'outre-mer, des groupes d'intérêts puissants, aux vues souvent légitimes, mais "intéressées", et par conséquent étroites, partielles et partiales.

3° - que, par contre, les problèmes des pays dépendants passionnent les anciennes colonies devenues indépendantes, fussent-elles d'Amérique, et suscitent la solidarité, non seulement arabe, mais africano-asiatique, sous la direction d'hommes aussi complexes que M. NERHU.

4° - que nos prétentions ont des assises fragiles dans le cadre de la stratégie mondiale, où l'on raisonne, soit par divisions blindées, groupes aériens, porte-avions et bombes atomiques, soit par tonnages de matières premières et statistiques de production.

5° - qu'en cas d'hostilité, ou nous n'auront plus rien à dire à la suite des circonstances, ou nous serons exposés à tout moment à l'opération "Syrie"².

6° - que, pour résumer, le problème Tunisien, dans cette période de la guerre froide, relève provisoirement, mais avant tout de la psychologie politique faite de tous les complexes ethniques, philosophiques, religieux qui s'y mêlent : complexe d'infériorité psychologique de la part du musulman tunisien, animé d'un orgueil national d'autant plus susceptible qu'il est naissant ; complexe d'infériorité politique parfaitement compréhensible de la part du Français de Tunisie, minoritaire dans un pays d'Islam arabe, et ayant, soit inconscience de l'évolution du monde, soit, dans certains cas hélas, mauvaise conscience (problème du recrutement autochtone des fonctionnaires, par exemple).

Aux éléments de la situation ainsi analysés, il convient d'ajouter que :

- à l'intérieur, la défiance entre les deux éléments de la population a dégénéré à un point tel qu'il devient toujours plus difficile d'établir une distinction appropriée entre le maintien de l'ordre, le maintien de la souveraineté française et la répression qu'appelle le désordre (le désordre qu'appelle lui-même la répression, suivant le processus classique) ;
- à l'extérieur, les troubles – entretenus – seront prétexte à toute intervention de l'O .N. U. en temps de paix, des ennemis ou des alliés en temps de guerre, et ce n'est point le fait de refuser toute intervention qui la supprimera, car elle dépend exclusivement d'un rapport de force en fonction d'un objectif politique ou stratégique déterminé (démonstration convergente sur les cas de l'Insulinde et de l'Indochine). L'intervention de scrutins de sympathie à l'O. N. U. – jusque dans la présente session – prouve à l'évidence que la pression internationale se précise toujours davantage et qu'il est vain d'espérer qu'elle se relâchera.

Donc pour le maintien de la France en Tunisie, il importe de rendre toute ingérence impossible et, partant, de rétablir la confiance entre les deux éléments de la population. Au

lendemain de l'assassinat de FERHAT HACHED³, c'est une entreprise désespérée ; sans doute, n'est-elle pas impossible en fait.

oOo

Toute possibilité de solution interne tient d'abord à la transformation du climat. Aussi nécessaire que soit, dans certaines circonstances et en particulier présentement, la répression, elle n'est pas suffisante. Ne pouvant être une fin en soi, elle demeure précaire et négative. Et même la répression, si elle est dominée, doit être nuancée jusque dans la plus extrême fermeté. A la veille de l'assassinat de FERHAT HACHED, le rétablissement d'un climat favorable paraissait possible, car la reprise du dialogue était souhaitée de part et d'autre : par les Français de Tunisie inquiets et impatientes d'une détente, par la Résidence à la recherche du prestige d'antan et d'un minimum d'autorité, par les Tunisiens même nationalistes, sauf peut-être les extrémistes et, bien entendu, les agents de l'étranger.

Une personnalité du nationalisme militant citait, il y a un mois environ, ce proverbe arabe dans une conversation particulière : "Garde ton pain et déride tes sourcils". Elle voulait entendre par là : "Remisez pour le moment vos réformes, laissez de côté les bilans et les échéances et rétablissez sur le plan simplement humain, des relations normales voire généreuses". Est-ce présentement possible ?

La voie qui va être indiquée paraîtra de prime abord trop simpliste pour être valable. En effet, il s'agit de tenir un certain langage, et surtout d'obéir en toutes circonstances à une certaine manière d'être. Nulle épreuve n'est plus décisive en pays d'Islam que celle des contacts, contacts à nuancer dans leur expression et leur contenu, puisque la sincérité qui doit les inspirer ne saurait exclure les ressources de la fermeté, voire de l'intransigeance.

Nul plus que le musulman n'est habile à déceler la fiction, l'attitude, la contrefaçon. Nul ne se sent le vrai mieux que lui par la seule intuition. On lui reproche souvent sa duplicité. A-t-on bien cherché à comprendre que celle-ci procède d'une psychologie mobile et parfois même instable, propre surtout aux musulmans évolués et occidentalisés, type d'hommes hypersensibles – malgré les apparences – à la recherche d'un équilibre entre l'atavisme d'une civilisation ancestrale et l'appel souvent brutal de la civilisation moderne, passant ainsi, sans transition, d'un calme proche du demi-sommeil à l'excitation allant jusqu'au fanatisme.

L'honnêteté en impose au musulman comme la compréhension l'émou et l'aide à reconnaître ses propres limites. Ce que certains d'entre eux peuvent aimer à pratiquer, ils ne le tolèrent pas de la part de leur interlocuteur européen. Ou bien alors ils le payent de leur mépris et saisissent l'occasion d'exploiter avec complaisance des faiblesses qu'ils connaissent bien.

Les déceptions viennent de ce qu'on s'imagine pouvoir construire sur des bases qu'on tient à tort pour stables et définitives. Mais aussi grave est de ne rien construire en voulant – en vain – "jouer au plus fin".

Dans l'application pratique, cela veut dire qu'il s'agit beaucoup moins de programme, d'échéance, d'une sorte de chronologie cartésienne, que d'une manière d'aborder les problèmes : les aborder en cartésien, en raisonneur, c'est souvent faire le jeu du musulman, car nous lui fournissons des aliments à ses revendications et nous offrons prise à une dialectique à laquelle il nous est d'autant plus difficile d'échapper, que nous nous trouvons en opposition avec nos propres principes. C'est pourquoi, il convient en même temps de les aborder en intuitif, à condition de demeurer toujours maître de soi, ce qui suppose plein équilibre physique et mental ; il faut moins chercher à appréhender les problèmes qu'à gagner les hommes ; pénétrer ceux-ci avec respect, avec sympathie, donne l'ascendant qui est la vraie forme de commandement en pays d'Islam.

Un exemple illustrera cette manière de faire ou plus précisément cette manière d'être : les Français aiment à justifier leur présence par les bilans et les statistiques de leurs efforts, qui sont d'ailleurs magnifiques. Cette propagande, bonne pour l'étranger, joue à rebours à l'intérieur, car on ne s'imagine pas l'effet accablant de nos bienfaits sur des hommes blessés dans leur amour-propre. C'est méconnaître quelque peu la psychologie de l'Islam que d'invoquer sans nuance nos techniques – dont nous dénonçons, par ailleurs, l'insuffisance et même les carences spirituelles – et qui, dispensées avec arrogance, ne sont pour lui que le symbole et l'instrument de notre domination, au lieu qu'elles devraient être offertes comme l'élément d'un échange, comme la condition d'une renaissance : alors on verrait combien le désintéressement rapporte finalement.

Il faut essayer de neutraliser deux complexes complémentaires et opposés : le complexe social d'infériorité de l'arabe vis-à-vis de l'europpéen – ce dernier trop souvent porté à un sentiment de supériorité –, et le complexe d'une nature biologique, qui conduit le musulman à considérer le temps, l'espace, la vie elle-même, avec un sentiment profond d'acceptation et de détachement, qui constitue sa revanche sur l'occidental, inquiet et pressé.

Bref, la sensibilité doit dominer notre action, et la sensibilité ne s'invente pas. Ce sera là le secret d'une grande force et non point la cause d'une faiblesse nouvelle.

oOo

En effet, un esprit très positif et des mesures très concrètes doivent accompagner ce grand effort mental et moral, nécessaire, mais non suffisant, pour ouvrir la voie de relations empreintes d'humanité, ayant finalement des incidences directes et capitales sur le plan de la politique nationale et internationale. Il importe d'abord de rappeler à gros traits, la technique de gouverner en pays d'Islam : ni naïveté, ni mauvaise foi, mais générosité lucide et délicate ; ni brutalité du faible ou du poltron, ni morgue du supérieur, mais le calme du fort et du juste et la courtoisie de l'honnête homme. Ce n'est pas le lieu de démonter les mécanismes psychologiques et sentimentaux, à la fois très simples et très complexes, par lesquels on gouverne en pays d'Islam, et qu'un LYAUTEY utilisait intuitivement (encore que ses méthodes demandent aujourd'hui à être transposées) : c'est un chapitre tout à fait neuf à ouvrir dans la pratique des gouvernements, que l'emploi de la connaissance psychologique dans le choix des hommes responsables, en un temps où les méthodes de sélection sont utilisées pour le choix des simples spécialistes dans l'industrie !

Des mesures immédiates s'imposent d'autre part : reprendre en main une administration centrale et un contrôle civil livrés à eux-mêmes depuis de longues années, et auprès desquels un effort intense d'information et de persuasion doit réussir ; reprendre en main les élites ou les notables des deux populations.

Ces deux démarches, en dehors des techniques de commandement et d'administration qu'elles impliquent, constituent encore un problème de confiance, d'une confiance sans cesse renouvelée et méritée.

Celle-ci s'analyse, coté musulman, par une politique d'égard et d'estime ; côté français de Tunisie, par la certitude que les intérêts essentiels seront sauvegardés et les personnes protégées ; vis-à-vis des uns et des autres, par une politique de fermeté qui n'a été jusqu'à présent suivie qu'à sens unique. Au regard de l'obéissance qu'on peut imposer aux musulmans, on peut exiger la discipline des Français, et les moyens de l'obtenir existent à TUNIS.

Ainsi, les problèmes de fond se trouveraient-ils résolus ? Il serait puéril et présomptueux de l'affirmer, mais le problème des relations entre représentants français, Français de Tunisie et Tunisiens, est au centre du problème général. L'un des aspects, et non le moins paradoxal, des pays de l'Islam, est que les problèmes de forme absorbent les problèmes de fond. Et ceux-ci peuvent être abordés et résolus différemment, selon que ceux-là sont réglés d'une manière satisfaisante – et c'est là un trait commun à toute Administration méditerranéenne dans laquelle le facteur "personnel" domine sur les problèmes eux-mêmes.

Les complexes des uns et des autres étant exorcisés et les contacts étant repris, il deviendrait sans doute possible d'aborder, avec calme et sang froid retrouvés, le problème des réformes, et selon toutes probabilités en commission mixte, sur la demande même des parties, les leaders étant de part et d'autre soit gagnés, soit éliminés, soit désavoués à la fois par des mesures très positives et par le rétablissement de relation sur un plan aussi élevé que possible, résultat d'efforts en profondeur, toujours renouvelés et soutenus.

De la défensive à laquelle la France est pratiquement réduite, la possibilité serait peut-être restituée et reprendre l'initiative qu'il conviendrait de prolonger sur le plan international, où il existe, même au sein des délégations arabo-asiatiques, un secret appel pour la normalisation des relations franco-tunisiennes. Le rapprochement avec les puissances musulmanes doit être un impératif de la politique française. Il suffit pour s'en convaincre, d'évaluer le maintien de notre influence en Syrie et au Liban, par exemple. Sans nuire à la mission de nos représentants accrédités, un ambassadeur itinérant pourrait être envoyé au Moyen-Orient et jusqu'au Pakistan et l'Insulinde, pour prendre contact avec les gouvernements, provoquer un choc psychologique dans nos relations avec les puissances musulmanes et créer une ambiance favorable.

Dans le même temps, des dossiers doivent être constitués, s'ils n'existent déjà, à partir de faits sérieusement contrôlés – par exemple le traitement réservé à certaines minorité ethniques, par telle ou telle puissance du Proche-Orient ou de l'Orient – pour permettre, le cas échéant, et selon l'évolution des débats à l'O.N.U., ce qu'on a appelé des actions "reconventionnelles". Il ne s'agit point là d'un acte de duplicité, mais d'une précaution élémentaire et généralement efficace.

En résumé, il paraît de mauvaise méthode d'imposer quelques articles de réforme, sans avoir au préalable rétabli le contact avec les hommes et progressé dans le domaine de la connaissance.

Il paraît, en second lieu, indispensable d'avoir une conception globale du problème, pour ajuster plus exactement l'action quotidienne et les adaptations qui permettront à la France de durer en Afrique du Nord.

Il paraît, en troisième lieu, opportun, étant donné que misères sociales et aspirations nationales alimentent réciproquement et simultanément les revendications populaires, de dissocier les chefs nationalistes – qui se recrutent dans "l'intelligentsia" intellectuelle et petite bourgeoise – des masses populaires urbaines en provoquant une politique sociale de relèvement de niveau de vie.

De même, convient-il de démanteler la structure féodale, compte tenu de l'influence déclinante des "grandes familles", et de s'appuyer sur les masses rurales demeurées fidèles dans l'ensemble, en leur offrant, comme en Algérie, un équipement économique à la mesure de leurs besoins.

En un mot, au lieu de cristalliser par une répression qui soude les éléments souvent disparates, il faut "prévenir" par une action ferme, non exempte de diplomatie, et faire passer dans les faits, la fière et pragmatique devise du général de LATTRE : "NE PAS SUBIR".

Notes :

1. Paul Cambon, fut surtout célèbre pour avoir été longtemps ambassadeur de France en Grande Bretagne à l'époque où fut scellée l'Entente cordiale, mais fut aussi, en 1882, Résident en Tunisie.
2. Maurice Papon fait allusion ici à l'attaque de la Syrie par les Anglais et la Forces Françaises libres en juin 1941. A cette époque, des officiers anglais pensaient que la Grande Bretagne pouvait utiliser la faiblesse de la France pour s'emparer de la Syrie — idée qui mettait le général de Gaulle en rage.
3. Ferhat Hached était secrétaire général du syndicat UGTT, Union Générale des Travailleurs Tunisiens, et avait rejoint le parti des indépendantistes du Néo-Destour, lorsqu'il fut assassiné par "la Main rouge" un groupe de colons extrémistes, le 5 décembre 1952. L'indépendance de la Tunisie fut acquise avec le traité du 3 juin 1955, signé par Edgar Faure, Président du Conseil et Tahar ben Amar, Premier ministre tunisien.